

Motion

Proposer: JS Suisse

Title: Libre-échange et protectionnisme :
l'exploitation mondiale à l'ère du fascisme et
des crises économiques

Motion text

Libre-échange et protectionnisme : l'exploitation mondiale à l'ère du fascisme et des crises économiques

Le monde sombre dans le chaos sous nos yeux – certes sans jamais avoir été en ordre non plus. Trump terrorise le monde avec sa politique douanière qui marque un tournant majeur dans la conception générale du commerce international. Nous sommes à la fin de la deuxième vague de mondialisation néolibérale qui a déferlé sur le globe depuis les années 1980. Nous observons aujourd'hui un fossé de plus en plus grand se creuser entre les représentant·es de la mondialisation néolibérale et les partisan·es d'un néolibéralisme nationaliste et centré sur l'État. Ces deux stratégies économiques nuisent l'une comme l'autre à la classe ouvrière, car c'est dans les deux le capital qui en tire profit en bout de course.

La réponse à cette déstabilisation internationale ne peut toutefois pas être une fuite en arrière. Il serait erroné de regretter le libre-échange effréné des dernières décennies avant Trump – mais c'est pourtant exactement ce que fait l'Europe en ce moment. Les États membres de l'UE et de l'AELE, dont la Suisse, s'empressent de conclure de nouveaux accords de libre-échange ou l'ont déjà fait récemment, par exemple avec les pays sud-américains du Mercosur ou avec l'Indonésie, la Chine et l'Inde. Le libre-échange libéral semble gagner du terrain même parmi les partis de gauche et les syndicats. Cette attitude ne peut toutefois pas représenter une stratégie sérieuse pour nous contre la guerre

tarifaire de Trump, car nombre des problèmes actuels trouvent précisément leur origine dans ce libre-échange libéral incontrôlé des dernières décennies. L'absence totale de commerce mondial n'est pas non plus une solution pour autant. Il apparaît clairement que le modèle économique dominant doit changer fondamentalement à l'échelle mondiale. Le présent document entreprend donc de passer en revue les développements et controverses actuelles autour du libre-échange libéral et du néolibéralisme mondial pour en tirer les conclusions qui s'imposent.

Libre-échange et protectionnisme

En simplifié, le libre-échange signifie l'échange de biens et de services entre pays avec le moins possible de droits de douane ou de restrictions commerciales. L'explication libérale de la nécessité apparente du libre-échange serait que tous les pays en tireraient profit s'ils se concentraient sur ce qu'ils produisent particulièrement bien et à moindre coût pour ensuite l'exporter. Cependant, la réalité est tout autre. Les grandes entreprises peuvent assez aisément délocaliser leur production vers des pays où les salaires et les autres coûts de production sont bas. C'est ainsi que le Nord global s'est désindustrialisé au cours des dernières décennies : les multinationales ont délocalisé leurs sites de production vers le Sud global ou des pays de la périphérie européenne. En bref, le libre-échange libéral signifie fondamentalement la liberté du capital. En parallèle de ce mécanisme se déploie une forte concurrence fiscale internationale, où les impôts sont tirés le plus bas possible pour attirer les entreprises et les ultra-riches vers des pays comme la Suisse, Singapour, le Panama ou des villes comme Hong Kong et Dubaï. Cette course au moins-disant entraîne des pertes fiscales massives dans de nombreux pays en permettant aux plus riches d'échapper à toute redistribution équitable en délocalisant leur capital. [\[1\]](#)

La théorie du libre-échange trouve principalement son origine chez les économistes libéraux Adam Smith et David Ricardo. Elle a été formulée comme une critique du mercantilisme, la politique économique dominante en Europe entre le 16e et le 18e siècle, qui est ensuite longtemps restée la théorie politique dominante en matière de commerce. Son idée fondamentale était qu'un pays devait exporter le plus possible et importer le moins possible afin de concentrer un maximum de richesses en son propre sein.

Pendant l'industrialisation, les pays européens pratiquaient un protectionnisme strict dans le but de protéger leur économie nationale de la concurrence étrangère. Les principales mesures qui caractérisent le protectionnisme sont les barrières commerciales tarifaires (droits de douane) ou non tarifaires (quotas d'importation maximale, normes minimales à respecter, etc.). Le protectionnisme était nécessaire pour pouvoir suivre le rythme de la course au progrès technologique. Des pays comme l'Allemagne, la France et les États-Unis ont misé

sur des droits de douane élevés pour limiter le volume des importations britanniques et sur l'espionnage industriel pour améliorer leur propre production. Cette stratégie a perduré relativement longtemps : aux États-Unis, les droits de douane sont restés entre 35 et 50 % jusque dans les années 1950. Après la Seconde Guerre mondiale, ils ont été progressivement réduits, mais seulement après que les États-Unis soient devenus la première puissance économique mondiale. [21] À titre de comparaison, dans les années 2000, les droits de douane américains sur les importations s'élevaient à environ 2 %. Vers la fin du 19^e siècle, la Grande-Bretagne a été le premier pays à miser systématiquement sur le libre-échange et des droits de douane bas – mais bien seulement à un moment où sa domination économique était déjà établie. Contrairement à ce que l'on prétend souvent, les puissances coloniales du Nord global ne doivent pas leur essor économique au libre-échange en premier lieu mais plutôt à des mesures protectionnistes grâce auxquelles elles ont délibérément développé et protégé leurs industries. Historiquement, le libre-échange ne s'est généralement révélé avantageux que pour des pays qui disposaient déjà d'une économie forte et compétitive à l'échelle internationale. Dans la pratique, il est toutefois difficile de distinguer clairement le libre-échange du protectionnisme. Au contraire, ces deux stratégies se sont succédé l'une l'autre à maintes reprises au cours de l'histoire. Entre le déclenchement de la Première Guerre mondiale en 1914 et l'après-guerre, les mesures protectionnistes ont de nouveau dominé dans de nombreux pays d'Europe. La guerre, les crises économiques et l'instabilité politique ont affaibli de nombreuses économies et conduit les États à cloisonner davantage leurs marchés, la Grande-Bretagne se distinguant comme une rare exception. Cette alternance historique entre libre-échange et protectionnisme a rarement été le fruit de convictions purement idéologiques. Le facteur déterminant était généralement la question de savoir quelle stratégie permettait aux États de s'assurer la plus grande prospérité et la plus grande puissance économique dans les conditions économiques du moment.

L'essor du néolibéralisme

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis sont devenus la première puissance économique et ont joué un rôle central dans la mise en place d'un nouvel ordre économique international. L'ONU nouvellement créée a également souligné l'importance de la coopération internationale comme fondement de la paix et de la prospérité. Sous le mot d'ordre "Plus jamais la guerre", de nombreuses formes de coopération scientifique, institutionnelle et économique ont vu le jour. Dès 1944, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) ont été fondés. À l'initiative des États-Unis, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), un accord commercial international visant à

libéraliser progressivement le commerce mondial, a vu le jour en 1947. L'accord prévoyait notamment la suppression des droits de douane, la réduction des quotas d'importation ainsi que l'obligation d'étendre les avantages commerciaux accordés à un pays à tous les pays signataires. L'un des points principaux en était la notion nouvelle de traitement égalitaire des produits et des entreprises étrangers et nationaux dans le commerce.

À partir des années 1980, le néolibéralisme a commencé son ascension triomphale, avec parmi ses fondements la logique du libre-échange libéral mondial. Le libre-échange est devenu la norme au niveau international, inaugurant l'ère des accords de libre-échange. Mais là encore, le libre-échange n'est en aucun cas imposé partout ; il l'est seulement là où le capital trouve du profit à en tirer. Contrairement à ce qu'ils prétendent, les pays occidentaux ne cherchent donc pas à créer de la prospérité pour toutes et tous mais à garantir et renforcer leur propre hégémonie. Le GATT et différents autres cycles de négociations ont donné naissance en 1994 à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Depuis ce moment, tous les membres de l'OMC s'engagent à offrir à tous les mêmes réductions de droits de douane sur certains produits. C'est donc de cet accord qu'est né le libre-échange effréné tel que nous le connaissons aujourd'hui.

L'ère des accords de libre-échange

Outre les accords de l'OMC, les accords de libre-échange (ALE) bilatéraux et multilatéraux comptent parmi les principaux instruments du libre-échange. Il s'agit de traités de droit international conclus entre un ou plusieurs États dans le but de supprimer les barrières commerciales. La Suisse conclut généralement ses accords de libre-échange dans le cadre de l'Association européenne de libre-échange (AELE), qu'elle a cofondée dans les années 1960. Les autres membres de l'AELE sont l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein. Outre l'accord de l'AELE et l'accord de libre-échange avec l'UE, la Suisse a actuellement 35 accords de libre-échange avec différents pays. [\[3\]](#) La Suisse prône une politique de libre-échange libérale mais cherche avant tout à protéger ses propres intérêts. C'est notamment le cas lorsqu'il s'agit d'accords de libre-échange avec des pays du Sud : ce sont généralement les riches pays industrialisés qui en profitent. Les accords en place ont permis aux entreprises suisses d'économiser plus de 2,2 milliards de francs en droits de douane potentiels pour la seule année 2023. [\[4\]](#) Ces "économies" se retrouvent ainsi en négatif dans le budget de l'autre État pour ses dépenses destinées à la collectivité. Cette somme se traduit rarement par une baisse des prix et profite principalement aux grandes entreprises. La population générale doit ainsi assister impuissante à la manière dont les actionnaires des entreprises se remplissent les poches grâce aux accords de libre-échange. En effet, la population est rarement impliquée dans les décisions concernant ce

type d'accords. C'était déjà le cas lorsque Napoléon III a négocié en secret avec le Royaume-Uni en 1860, et c'est encore aujourd'hui une amère réalité. Ainsi, le document original du TISA (Trade in Services Agreement) est conservé secrètement dans un coffre-fort au Parlement européen et protégé par des droits d'auteur. Ce n'est qu'en 2014 qu'une partie du texte a été publiée par Wikileaks, et ce pour une bonne raison : la plupart de ces accords sont négociés par de grandes institutions néolibérales internationales (telles que le FMI, la Banque mondiale ou le G7), qui représentent les intérêts des capitalistes et poursuivent l'objectif clair de maximiser les profits dans le commerce mondial. Ce type de politique de libre-échange a de graves conséquences à l'échelle mondiale. L'absence de normes sociales pour les produits importés conduit les multinationales à produire dans des pays qui ne garantissent pas le respect des droits humains et où règnent des conditions de travail déplorables. Ces multinationales augmentent leurs profits sans aucun respect pour les travailleur·euses, pour finalement écouler leurs marchandises dans les pays du Nord. Les multinationales ont même le droit de poursuivre les États pour entrave au commerce, et ces attaques se multiplient de manière massive. Les tribunaux d'arbitrage qui statuent sur ces plaintes, comme par exemple le CIRDI (tribunal de la Banque mondiale), sont, en effet, conçus de sorte que seuls les États sont amenés à répondre aux plaintes d'entreprises ou de tiers, sans possibilité pour les États ou les tiers d'actionner les entreprises devant ces tribunaux, symbolisant la dictature des entreprises qui s'opposent aux États et aux travailleur·euses. En particulier, les frais de justice à déboursier à chaque étape de la procédure représentent un montant conséquent, ce qui enjoint les États à renoncer aux voies de recours prévues par ces tribunaux d'arbitrage, permettant ainsi aux entreprises de gagner une large majorité des procédures et de réduire les États au silence.

Mercosur : des profits pour les entreprises, des risques pour les personnes et l'environnement

L'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Marché commun du Sud (Mercosur), composé de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay, est également au cœur des débats actuels. Aux côtés des États de l'AELE, la Suisse s'efforce également de conclure un accord de libre-échange avec les États du Mercosur. Un accord incluant la Suisse a été signé en septembre 2025.

Cet accord, qui fait l'objet de négociations et de discussions depuis des années, est vivement critiqué, à juste titre, par de nombreux acteurs. 450 organisations de l'UE et du Mercosur ont donc rédigé un document de principe dans lequel elles demandent l'abandon de l'accord et une refonte en profondeur de la politique commerciale de l'UE.

Au début de cette année, des manifestations ont eu lieu à Bruxelles et à Paris,

mais aussi en Pologne et en Irlande. Les agriculteurs étaient en première ligne, car les réglementations environnementales européennes ainsi que les coûts de main-d'œuvre en Europe les placent dans une position de faiblesse face à la concurrence des grandes exploitations d'Amérique du Sud. Ainsi, ces accords entraîneraient des problèmes de dumping en Europe et pousseraient en même temps les pays d'Amérique du Sud à se concentrer davantage sur l'exportation de produits agricoles et de matières premières.

Tout cela se fait au profit des plus riches, qui empocheraient toutes les "économies" rendues possibles par l'accord, aux dépens de l'État et des travailleur·euses. La qualité de vie de la population dans son ensemble, que ce soit en Europe ou en Amérique du Sud, ne serait pas améliorée par cet accord, bien au contraire : une étude de 2018 prévoit une perte de 186 000 emplois rien qu'en Argentine, dont la moitié dans l'industrie textile qui emploie avant tout des femmes. La prétendue amélioration du standard de vie ne se concrétisera sans doute pas non plus. L'Uruguay pourrait même s'attendre à une perte de 100 millions d'euros. [\[5\]](#)

Cet accord renforce les structures néolibérales et accélère la désindustrialisation et l'exploitation des personnes et de la nature au sein du Mercosur. Dans les pays d'Amérique du Sud, cela entraîne une perte d'encore plus de terres des populations autochtones pour répondre aux exigences de l'industrie agroalimentaire et de l'exploitation minière.

L'accord renforce la dépendance vis-à-vis des États de l'UE et de l'AELE, conduisant à l'appauvrissement de la population. Suite à la baisse des droits de douane, les États du Mercosur vont être inondés de produits importés de l'UE, affaiblissant encore davantage la production nationale et détruisant des emplois. En revanche, les grands groupes en tireront profit – dans le cadre de l'accord avec l'UE, principalement les industries automobile et textile.

L'accord de libre-échange passé entre la Suisse et l'Inde en 2026 est également un cadeau fait aux grands groupes, et plus particulièrement à l'industrie pharmaceutique qui produit en Inde les matières premières nécessaires à ses médicaments car les normes environnementales y sont peu strictes et les salaires bas. Les déchets pharmaceutiques non filtrés y menacent ainsi l'approvisionnement en eau de régions entières, et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres de la politique étrangère abusive de la Suisse.

La JS Suisse rejette catégoriquement les accords de libre-échange néolibéraux qui ne servent que les intérêts du capital et ne prévoient aucun mécanisme cohérent pour la protection des personnes et de la nature.

Mettons fin à la surexploitation du Sud global !

L'exploitation du Sud global est impitoyablement perpétuée par des structures néocoloniales. Dans de nombreux pays du Sud global, la production a été délocalisée dans divers secteurs qui nécessitent des technologies aujourd'hui

assez peu coûteuses, par exemple l'industrie textile. Il n'en va cependant pas de même pour les produits plus coûteux : en effet, les machines et technologies requises sont trop chères, notamment en raison des prix plus élevés également pour la main-d'œuvre requise à leur fonctionnement. Ces pays sont donc contraints de produire avant tout dans des secteurs à bas salaires. Les structures néocoloniales organisent ainsi une véritable surexploitation. [6]

Ce mécanisme s'observe de manière particulièrement flagrante dans l'extraction des matières premières : l'or, le cobalt ou le café, par exemple, sont extraits dans les pays du Sud global par des travailleuse·eurs sous-payé·es et dans des conditions de travail inhumaines. Les mines et les plantations appartiennent et/ou sont exploitées par des multinationales et entreprises du Nord global qui y récupèrent ensuite l'ensemble des bénéfices réalisés. En particulier, la Suisse joue un rôle central dans le commerce des matières premières : on estime que la part de marché mondial des entreprises suisses s'élève à 60 % pour les métaux, 50 % pour les céréales, 40 % pour le sucre et 35 % pour le pétrole. [7]

Pratiquement aucune de ces matières premières à l'exception de l'or ne passe cependant jamais par la Suisse.

En Suisse aussi, les partis bourgeois prônent hypocritement le libre-échange dans la stricte mesure où il leur est profitable. En revanche, le discours change du tout au tout lorsqu'il s'agit par exemple des droits de propriété intellectuelle. Les brevets sur les médicaments empêchent la production de génériques bon marché, ce dont les grands groupes pharmaceutiques comme Novartis et Roche profitent largement. Ils peuvent ainsi fixer des prix exorbitants qui rendent par la même leurs produits inabordables dans les pays du Sud global. Dans le domaine agricole aussi, cette politique a des conséquences désastreuses : la Suisse protège les grands groupes agroalimentaires qui ont fait breveter des milliers de variations génétiques naturelles de semences, mettant ainsi en péril la sécurité alimentaire mondiale. De plus, les accords de libre-échange provoquent souvent des dommages considérables à l'environnement – tout en entravant la mise en place de normes de protection efficaces, car elles réduiraient considérablement les profits des grands groupes.

Le trumpisme, visage saillant de l'impérialisme étasunien

La guerre des droits de douane lancée par Donald Trump peut à première vue sembler contradictoire avec les intérêts de l'impérialisme étasunien gardien de l'ordre mondial néolibéral. Pourtant, le libre-échange mondial et ses conditions de participation ont toujours été conçues pour servir les intérêts occidentaux avant toute autre chose. L'objectif en était de faire reculer l'industrialisation des pays africains et de continuer à l'empêcher activement aujourd'hui. Mais ce début de l'industrialisation avant la phase la plus active du néolibéralisme mondial a permis à de nombreux pays asiatiques de se doter

d'une industrie capable de survivre malgré la libéralisation. La Chine, en particulier, a développé une industrie massive grâce à son modèle de capitalisme d'État. Avec des relations commerciales sorties de l'égide du dollar américain et sa propre banque de développement, la Chine représente désormais une menace même pour l'hégémonie exclusive des États-Unis. Or, dans un monde où l'hégémonie étasunienne n'est pas la première à tirer profit du libre-échange, on peut s'attendre à ce que les États-Unis s'éloignent précisément de ces institutions. Il ne s'agit pas d'une nouvelle stratégie de la Maison Blanche mais d'une tendance qui s'est également manifestée sous la présidence de Joe Biden lorsque celui-ci a augmenté les droits de douane sur la Chine décidés sous le premier mandat de Donald Trump et adopté, avec le "CHIPS and Science Act", des subventions massives pour la production publique de microprocesseurs[8]. Le plan sous Trump reste le même : ramener les capacités de production aux États-Unis et intensifier la concurrence géopolitique avec la Chine.

Cette focalisation intense sur la Chine se manifeste également par un désengagement vis-à-vis des pays européens, qui comptent parmi les plus puissants alliés de l'empire étasunien. En effet, la lutte des États-Unis pour préserver leur hégémonie sur l'économie mondiale implique également qu'ils peuvent consacrer moins de ressources à la défense des intérêts impérialistes de l'Europe, comme le montre l'exemple de l'Ukraine. Au lieu de cela, les États-Unis se concentrent de plus en plus sur l'affaiblissement ciblé ou le renversement des gouvernements qui perturbent directement leur hégémonie. Les perturbations de ces derniers viennent ainsi par exemple de la vente d'une grande partie de leur pétrole en dehors du système du dollar américain, comme dans le cas du Venezuela ou de l'Iran. Cela explique également la pression extrême exercée par les États-Unis par l'intermédiaire de l'OTAN pour exiger un réarmement de l'Europe – pression à laquelle les États européens se plient volontiers. En effet, l'ancien ordre mondial dans lequel les États-Unis étaient la seule puissance hégémonique et menaient des interventions militaires au nom de l'impérialisme occidental commence à s'effriter. Cependant, les compromis de classe des 100 dernières années sont progressivement démantelés par des programmes d'austérité pour financer ce réarmement massif en Europe. Ce sont précisément ces reculs et le mécontentement qui en découle qui constituent un terreau idéal pour l'extrême droite.

Tout cela se produit avant tout parce que la gauche social-démocrate refuse de se battre pour une alternative cohérente au réarmement et à la militarisation de sa propre population. Au lieu de dénoncer les souffrances engendrées par l'ancien ordre mondial et de profiter de ce moment pour rompre avec le système, elle s'accroche précisément à cet ordre en insistant sur le droit international et sur sa propre militarisation. Or, un système qui ne peut d'aucune manière servir les intérêts de la population mondiale ne doit plus être soutenu mais renversé.

Libre-échange ou pas d'échange ?

Le commerce international ne doit pas être considéré comme un mal en soi. L'opposition entre protectionnisme et libre-échange n'est pas non plus pertinente. Le protectionnisme favorise le capital national, tandis que le libre-échange profite au capital international. Dans les deux cas, ce sont les mêmes qui y perdent : les travailleuses et les travailleurs. Un système commercial international est fondamentalement nécessaire pour permettre un niveau de vie élevé dans le monde entier, garantir l'accès aux technologies vitales (appareils médicaux, médicaments, etc.) ou encore faciliter la vie et le travail. Pratiquer les échanges internationaux pour une partie des biens n'empêche par ailleurs aucun secteur d'être entièrement local. De plus, certains secteurs doivent être protégés du commerce international et des investissements étrangers, comme par exemple les services publics (énergie, transports, eau, etc.). Il s'agit de déterminer dans quels secteurs ce commerce reste stratégique et vital et de garantir une division internationale du travail qui respecte tous les travailleur·euses quelle que soit leur origine.

La JS demande donc à court terme :

- Pas d'accords commerciaux avec des États qui violent les droits humains et/ou le droit international : La Suisse doit mettre fin à toute négociation commerciale et résilier ses accords avec des États qui ne respectent pas ces droits. Il convient donc de mener systématiquement des études objectives au préalable sur les États susceptibles de violer les droits humains et/ou le droit international.
- **Tenir responsables les entreprises qui violent les droits humains :** Les entreprises ayant leur siège en Suisse qui violent les droits humains dans d'autres pays du monde doivent être tenues pour responsables et sanctionnées – comme le demandait l'initiative pour des multinationales responsables, mais aussi sa nouvelle version qui fera prochainement l'objet d'un référendum.
- **Des barrières contre la course internationale au dumping:** La Suisse doit mettre en place des barrières commerciales tarifaires et non tarifaires pour empêcher les entreprises de profiter du libre-échange en réalisant des bénéfices au détriment des travailleur·euses ou de l'environnement. Ces taxes doivent prendre en compte les économies réalisées par une entreprise du fait de la délocalisation de sa production à l'étranger dans des conditions de travail moins favorables que celles requises en Suisse. Les coûts environnementaux doivent également être pris en compte. Si ces mesures entraînent une hausse des prix, il est nécessaire de garantir que le niveau de vie de la population ne chute pas en conséquence.

- 351 • **La transparence dans les négociations et la démocratisation du processus**
352 **décisionnel:** Il est inacceptable que les négociations sur la politique
353 commerciale de la Suisse se déroulent à l'étranger sans que la population
354 en soit pleinement informée. Les questions relatives aux accords
355 internationaux doivent être démocratisées, et ce bien en amont des
356 décisions finales sous forme de référendums. Les négociations doivent être
357 transparentes et les autorités doivent justifier leurs positions et les
358 décisions qu'elles proposent. Les questions relatives aux conditions
359 d'importation, à la définition de normes écologiques et à leur respect
360 dans les accords de libre-échange doivent également tenir compte de l'avis
361 de la population et être soumises au référendum.

- 362 • **Des mesures contre les délocalisations et un droit de préemption des**
363 **travailleur·euses:** Les entreprises suisses délocalisent régulièrement leur
364 production à l'étranger afin d'en réduire les coûts. Elles profitent
365 généralement pour ce faire de règles moins strictes de protection des
366 travailleur·euses et de l'environnement. Il est nécessaire de déployer une
367 série de mesures pour lutter contre ces pratiques. Un impôt de sortie sur
368 le capital et les entreprises peut par exemple empêcher le retrait de
369 capitaux et d'entreprises de Suisse.
370 En effet, ce ne sont pas seulement les entreprises mais aussi les capitaux
371 suisses qui participent à l'exploitation internationale des
372 travailleur·euses. Les capitaux qui fuient à l'étranger ne sont
373 généralement pas investis pour le bien-être ou l'amélioration des
374 conditions de vie des populations du Sud global, bien au contraire.
375 Si une entreprise parvient néanmoins à délocaliser sa production, les
376 ancien·nes employé·es en Suisse doivent bénéficier d'un droit de
377 préemption sur le site de production en Suisse. L'État doit mettre à
378 disposition des crédits à taux préférentiel dans ce but.

- 379 • **L'abolition du système des brevets:** Un système économique égalitaire n'est
380 pas compatible avec un système de brevets qui permet à de grandes
381 entreprises dominées par le capital occidental de réaliser des profits au
382 détriment des populations du Sud global.
383 Les brevets peuvent avoir pour conséquence que des produits essentiels
384 comme des médicaments, des semences ou de nouvelles technologies restent
385 inaccessibles pour de nombreuses personnes, tout en créant des dépendances
386 économiques en parallèle.
387 Les entreprises et idéalement les États du Sud global eux-mêmes doivent
388 donc être en mesure de produire les biens nécessaires pour répondre aux
389 besoins fondamentaux de leur population. Cette production ne doit pas être
390 contrôlée par des multinationales issues des régions de concentration
391 économique.

- **Les services publics en tant que biens communs:** La Suisse doit rejeter tout accord qui restreindrait la marge de manœuvre de l'État, par exemple par le biais de privatisations. Seul un service public solide et couvrant l'ensemble du territoire peut défendre les intérêts de l'ensemble de la population. C'est pourquoi les autorités suisses doivent également s'opposer formellement aux pratiques du FMI et de la Banque mondiale, qui imposent souvent le libre-échange et les privatisations aux pays du Sud global en échange de crédits.

Au-delà du protectionnisme et du libre-échange : pour une socialisation de l'économie !

Face aux problèmes et aux conditions matérielles actuelles, la JS Suisse souhaite proposer une sortie de l'opposition entre protectionnisme et libre-échange. L'objectif n'est ni la suppression du commerce international ni une internationalisation totale du marché, mais un système économique démocratique dans lequel les moyens de production sont socialisés et détenus collectivement.

La JS Suisse revendique donc à long terme :

- **La fin des structures (néo-)coloniales:** Aucun système commercial ne peut être équitable tant que l'économie internationale repose sur des structures (néo-)coloniales. Ces structures continuent de permettre l'exploitation de la périphérie par les centres économiques. La situation restera inacceptable tant que la division du travail à l'échelle internationale demeurera inégale et que les capitalistes du Nord global contrôleront la majeure partie du capital, et ce même si des normes environnementales et sociales plus strictes sont appliquées. C'est pourquoi des changements profonds sont nécessaires, en commençant par l'annulation de la dette des pays du Sud et des "réparations"[8] financières pour l'exploitation coloniale et les crimes comme l'esclavage, ainsi que l'expropriation des actifs des entreprises du Nord global dans le Sud global.
- **La souveraineté alimentaire : pour la socialisation des terres:** La population doit partout pouvoir déterminer elle-même sa politique agricole. L'objectif est de construire une agriculture locale et respectueuse de l'environnement, avec des circuits de distribution courts. La terre ne doit plus être un objet de spéculation utilisé avant tout pour enrichir des investisseurs. Elle doit au contraire être organisée comme un bien commun. L'importation de denrées alimentaires sur de très longues distances provoque des dommages écologiques considérables, n'est

pas viable à long terme et doit donc être supprimée.

- **La fin de la concurrence destructrice – pour une garantie de l'accès au marché local pour les producteur·ices local·es:** Il faut en finir avec les exportations qui écartent ou mettent sous pression la production locale dans les pays économiquement défavorisés. Ces exportations entravent le développement économique local autonome et font obstacle à une coopération internationale solidaire. Les sites de production doivent donc être implantés aussi près que possible des lieux où les biens sont consommés.
- **La lutte pour une alliance socialiste internationale concrète:** Il nous apparaît clairement que le commerce international ne peut être juste et écologique que si toutes les régions concernées s'organisent démocratiquement et conçoivent leur économie de manière socialiste. Le socialisme ne connaît pas de frontières nationales. Les régions qui se sont libérées du capitalisme doivent coopérer. C'est seulement ainsi que nous parviendrons à surmonter l'hégémonie commerciale étasunienne et occidentale en général et à la remplacer par un système égalitaire qui profite à la classe travailleuse.

[1]: <https://jacobin.de/artikel/globalisierung-neoliberalismus-china-trump-handelskrieg-freihandel>

```
[2]:
https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publikationen/TTIP_UHerr
=
de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publikationen/TTIP_UHerrde/fileadmin/rls_upl
=
oads/pdfs/sonst_publikationen/TTIP_UHerrde/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publ
=
ikationen/TTIP_UHerrde/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publikationen/TTIP_UHerr
=
de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publikationen/TTIP_UHerrde/fileadmin/rls_upl
=
oads/pdfs/sonst_publikationen/TTIP_UHerrde/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publ
=
ikationen/TTIP_UHerrde/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publikationen/TTIP_UHerr
=
de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publikationen/TTIP_UHerrde/fileadmin/rls_upl
=
oads/pdfs/sonst_publikationen/TTIP_UHerrde/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publ
=
ikationen/TTIP_UHerrmann.pdf
```

459
460
461

462
463
464
465

466
467

468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478

479
480
481
482
483
484
485

https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Freihandelsabkommen.html

[4]: https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Freihandelsabkommen/nutzung_freihandelsabkommen/fha-monitor.html

[5]: <https://jacobin.de/artikel/eu-mercosur-abkommen-emily-oreilly-werner-kogler-kritik-eu-ratspraesidentschaft-freihandel>

[illegible]

[7]: <https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/matieres-premieres/la-suisse-et-la-malediction-des-ressources/plaque-tournante-des-matieres-premieres>

[8]: Il n'est pas possible d'offrir une réparation totale pour le colonialisme. Une réparation financière, comme par le versement de réparations, constitue cependant une mesure importante susceptible de contribuer à réduire davantage les structures néocoloniales existantes.

486

487

[8]: <https://www.congress.gov/bill/117th-congress/house-bill/4346>